



## Les comptes économiques de La Réunion en 2013

# La croissance reste faible

Bérandère Duplouy, Gaëlle Rabaey, Insee

En 2013, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion augmente en volume de 0,7 %, comme en 2012. L'augmentation des prix du PIB (*encadré*) est estimée à 0,9 % sur l'année : elle ralentit nettement par rapport à 2012 (+ 1,8 %). Le PIB en valeur est ainsi en hausse de 1,6 % après + 2,4 % en 2012.

La consommation des ménages reste pourtant un moteur important de l'activité économique réunionnaise et contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance. La consommation des administrations se renforce (+ 2,1 % en volume) et prend ainsi le relais de celle des ménages.

Après des années 2009 et 2010 marquées par un recul de la croissance, l'activité économique s'est timidement redressée en 2011 (+ 1,2 %). Depuis 2012, la croissance se maintient à un niveau très inférieur à celui d'avant crise (années 2000 à 2007) (*figure 1*).

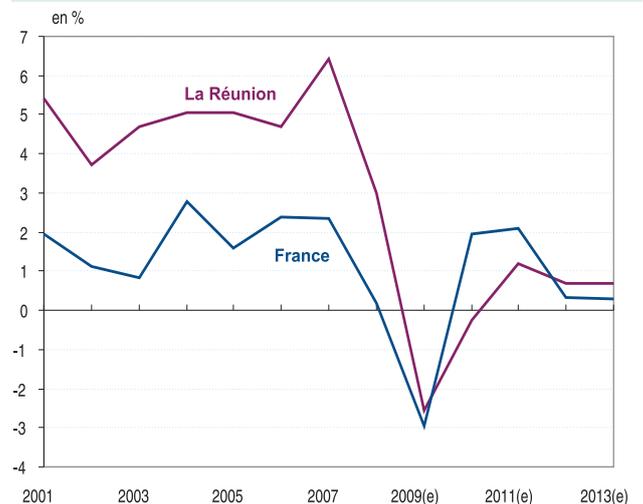
En France, le PIB croît de 0,3 % en volume, après une année de croissance déjà modeste en 2012 (+ 0,3 %).

Sous l'effet de l'augmentation encore forte de la population réunionnaise, le PIB par habitant est stable en volume (- 0,1 %). La consommation des ménages réunionnais s'essouffle et progresse de 1,0 % en 2013. Néanmoins, la consommation des administrations (+ 2,1 %) prend le relais de celle des ménages tandis que l'investissement amorce une légère reprise.

### L'investissement redémarre timidement mais la consommation ralentit

Contraintes par la faible hausse des salaires en 2013, les dépenses de consommation des ménages progressent de 2,4 % (*figure 2*) après une augmentation de 3,1 % en 2012. La hausse des prix se renforce légèrement (+ 1,5 % après + 1,1 %) et limite la hausse de la consommation des ménages en volume. Elle progresse de 1,0 % en 2013 soit moitié moins qu'en 2012.

1 Taux de croissance en volume à La Réunion et en France

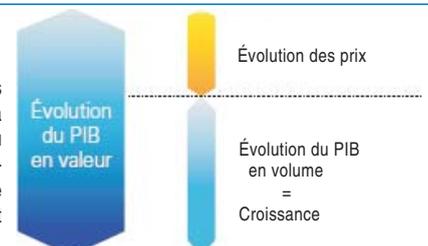


(e) : estimation.

Source : Insee, Comptes nationaux ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2013.

### Comment mesure-t-on la croissance ?

Le Produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées donc des richesses créées par les producteurs résidents à La Réunion. La croissance correspond à l'augmentation du PIB une fois neutralisée la variation des prix. Elle fait référence à l'augmentation des quantités produites, c'est-à-dire à l'augmentation du PIB en volume. L'indice des prix utilisé pour le calcul de la croissance mesure l'évolution des prix de la consommation (ménages, administrations et associations), de l'investissement et du commerce extérieur. Il diffère ainsi de l'indice des prix à la consommation (IPC) publié mensuellement par l'Insee et qui reflète uniquement l'évolution des prix du « panier de la ménagère ».



## 2 Le PIB à La Réunion et ses principales composantes en 2013

	2013* (en milliards d'euros)	Évolution 2012/2013 en %		
		volume	prix	valeur
<b>Produit intérieur Brut</b>	<b>16,29</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>
Consommation des ménages	11,15	1,0	1,5	2,4
Consommation des administrations publiques	6,0	2,1	0,6	2,7
Investissement	3,38	0,5	-0,2	0,3
Importations de biens	4,61	-3,4	-1,2	-4,6
Exportations de biens	0,47	-2,2	0,3	-1,9
Dépenses de touristes	0,30	-4,7	1,1	-3,6

(e) : estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

Après le recul de 2012, l'investissement repart timidement à la hausse (+ 0,5 % en volume). Sa contribution à la croissance réunionnaise reste très faible (0,1 point). Les investissements en biens d'équipement, qui sont essentiellement des biens importés, bénéficient d'un léger recul des prix et progressent ainsi en volume de 0,8 % en 2013.

L'investissement en produits du BTP augmente très faiblement en volume (+ 0,2 %). Dans la construction, l'activité reste en berne avec, en 2013, un nouveau recul du chiffre d'affaires de la filière. L'activité autour du logement, qui avait résisté en 2012, semble fléchir cette année : le nombre de logements neufs certifiés conformes par le Consuel diminue en effet de 5,8 % sur un an.

### Contraction des échanges extérieurs

Après une année 2012 décevante, la fréquentation touristique poursuit sa baisse en 2013 (- 6,8 %) et retrouve ainsi son niveau des années 2009-2010. Malgré une durée moyenne du séjour stable et une dépense moyenne par personne en légère augmentation (+ 3 %), les touristes ont dépensé seulement 303 millions d'euros à La Réunion soit une baisse de 3,6 % sur un an.

Le montant des importations diminue de 4,6 %. Compte-tenu du léger repli du prix des produits importés, la baisse des importations est un peu plus contenue en volume (- 3,4 %). Les importations de biens de consommation non durables et de produits agricoles se maintiennent. En revanche, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, principalement destinés aux entreprises, reculent (respectivement - 4,0 % et - 7,6 %).

Pour la première fois depuis 2009, les exportations réunionnaises se contractent. Toutefois, le renvoi de cargaisons de carburant non conformes avait artificiellement gonflé le montant des exportations en 2012. Si l'on exclut cet événement, les exportations sont en légère augmentation (+ 0,5 %).

### Comptes Rapides pour l'Outre-mer (Cerom)



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

## Un marché du travail atone

La croissance de l'emploi salarié marchand ralentit nettement en 2013 (+ 0,4 % après + 1,9 %). Soutenu par l'augmentation de la population active, le nombre de Réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A poursuit la hausse entamée en 2008, mais ralentit nettement en 2013 (+ 1,3 % après + 8,8 % en 2012). Le taux de chômage reste stable à 29 %.

### Le pouvoir d'achat par habitant stagne en 2013

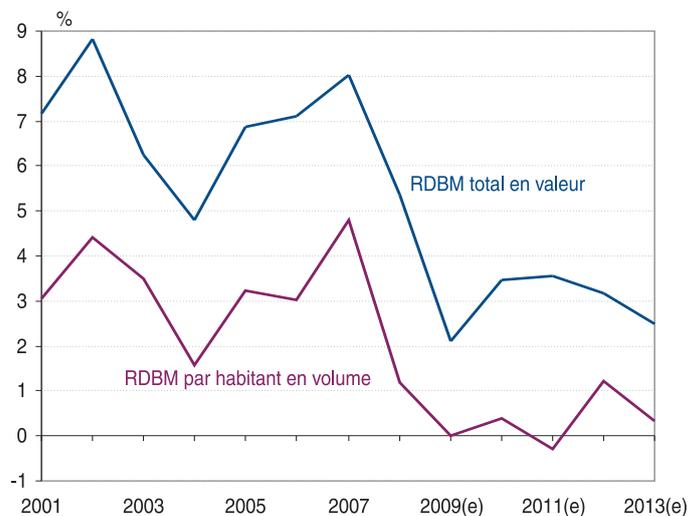
La progression du revenu disponible brut des ménages (RDBM<sup>1</sup>) fléchit en 2013. En valeur, le RDBM croît de 2,5 % après 3,2 % en 2012 : il s'agit de l'évolution la plus faible de ces vingt-cinq dernières années après l'année 2009 (figure 3). De plus, le prix de la dépense de consommation finale augmente plus rapidement en 2013 (+ 1,5 % contre + 1,1 %). Au final, le RDBM progresse seulement de 1,1 % en volume soit environ moitié moins vite qu'en 2012. Compte-tenu de l'augmentation de la population réunionnaise, le pouvoir d'achat par habitant stagne (+ 0,3 %) (figure 4).

En France, le revenu disponible brut des ménages se stabilise (+ 0,6 % en valeur). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale décélère (+ 0,6 % en 2013 après + 1,4 % en 2012). Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages stagne (0,0 %) après le net recul de 2012 (- 0,9 %). En tenant compte de la croissance de la population, le pouvoir d'achat par habitant se replie encore de 0,4 % en France (après - 1,4 % en 2012).

### Une masse salariale atone

Composante principale du revenu, la masse salariale distribuée par les entreprises marchandes (hors agriculture et pêche) fléchit en 2013. Elle augmente seulement de 2,3 % soit un rythme de progression historiquement bas. Ce ralentissement touche tous les secteurs. La construction a, en particulier, connu une année difficile avec un recul de sa masse salariale de 4,6 %. Dans le secteur public, la masse salariale progresse de 2,0 % en 2013. La hausse des effectifs dans l'Éducation nationale contribue seule à cette progression. Dans l'ensemble, la masse salariale totale croît de 2,1 % après 2,8 % en 2012.

## 3 Évolution du revenu disponible des ménages à La Réunion



Source : Insee, comptes nationaux ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ;

Cerom, comptes rapides 2008-2013.

(e) : estimation.

1. Le revenu disponible brut des ménages est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

#### 4 Évolution du revenu disponible des ménages

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
La Réunion 2012-2013 <sup>(e)</sup>	2,5	1,1	1,7	0,3
France 2012-2013	0,6	0,0	0,2	-0,4

(e): estimation.

Source : Insee, comptes nationaux ; Cerom, comptes rapides.

Les prestations sociales (hors allocations logement et remboursements de sécurité sociale) représentent environ 30 % du revenu disponible brut des Réunionnais. Leur montant augmente de 2,8 % en 2013 après + 4,9 % en 2012.

Le montant des prestations versées par la Caisse d'allocations familiales (hors logement) atteint 1,3 milliard d'euros en 2013. Cette progression de 4,6 % (après + 3,1 % en 2012) s'explique à la fois par l'augmentation du nombre de bénéficiaires et par la revalorisation du montant des prestations. La dégradation du marché du travail participe largement à la hausse du nombre d'allocataires, notamment du revenu de solidarité active (RSA) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

#### Poussée du RSA

Le RSA (socle et/ou activité, y.c. activité seul), en place depuis début 2011, concerne plus de 110 000 Réunionnais. Son nombre d'allocataires augmente de 7,3 % en 2013 entraînant une hausse de 8 % du montant total du RSA versé à La Réunion.

L'augmentation des prestations versées par l'Assedic (+ 1,6 %) témoigne également de la morosité du marché du travail réunionnais. La demande d'emploi enregistrée par Pôle emploi est en hausse de 1,3 % par rapport à 2013.

Le dispositif de revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA), qui complète les revenus bruts inférieurs à 1,4 fois le Smic, cesse d'exister fin 2013. La mise en place de conditions d'attribution plus restrictives dès 2012 et la fin programmée du dispositif expliquent que les montants de RSTA versés en 2013 soient divisés par deux par rapport à 2012 (- 23 millions d'euros).

Le montant des retraites versées en 2013 ralentit (+ 3,4 %) après deux années de forte augmentation en 2011 (+ 7,1 %) et 2012 (+ 7,2 %). Le montant des retraites versées s'établit à 1,3 milliard d'euros en 2013.

#### La consommation des ménages faiblit

La consommation des ménages ralentit en 2013. Elle progresse de 2,4 % en valeur après une hausse de 3,1 % en 2012. L'inflation un peu plus soutenue qu'en 2012 limite l'augmentation de la consommation des ménages en volume à 1,0 %. Il s'agit de la plus faible progression depuis 2009.

La consommation des ménages impacte directement les importations de biens de consommation non durables qui progressent timidement cette année (+ 1,4 % en valeur après + 5,5 % en 2012). Les importations de produits agricoles poursuivent leur augmentation pour la quatrième année consécutive. Les produits de l'industrie textile et de l'habillement se maintiennent (+ 3,7 %) de même que ceux des industries agroalimentaires (+ 2,6 %). En revanche, les importations de produits pharmaceutiques reculent.

La baisse est encore plus marquée du côté des biens de consommation durables. Les importations de produits informatiques (hors ordinateurs), électroniques et optiques grand public chutent de 15,4 % sur un an tandis que les importations de meubles sont en retrait de 5,8 %. Les importations de véhicules de tourisme cèdent également (- 6,3 % après + 5 %).

Le montant des importations d'énergie (carburant et charbon) recule nettement (- 16 %). Cette baisse s'explique par celle des volumes importés et celle des prix. L'importation de produits énergétiques reste pourtant prépondérante à La Réunion et représente près de 14 % des importations totales. ■

#### Les publications de CEROM

##### Études Cerom

- La Réunion : Bilan macroéconomique de La Réunion 2000-2010 : Une crise conjoncturelle ou les limites d'un modèle de croissance ?  
Emplois touristiques 2011 : Peu d'emplois touristiques mais un potentiel à développer
- Guadeloupe : Comptes économiques 2012 : l'activité ralentit encore
- Guyane : Comptes économiques 2012 : Le spatial et la construction préservent la croissance guyanaise
- Martinique : Comptes économiques 2012: Une année atone
- Mayotte : Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation
- Nouvelle-Calédonie : Comptes économiques 2012 : Le ralentissement se confirme  
Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole
- Polynésie française : Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010

##### Tableau de bord économique trimestriel

- La Réunion
- Guadeloupe, Guyane, Martinique
- Nouvelle-Calédonie, Polynésie française

#### Directrice de la publication :

Valérie Roux

#### Rédactrice en chef :

Claire Grangé

#### Maquettiste :

Jocelyne Damour

Insee - Iedom - AFD - 2014

#### Pour en savoir plus

- [www.insee.fr/fr/publications-et-services/insee-bref/pdf/insee-en-bref-PIB-croissance.pdf](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/insee-bref/pdf/insee-en-bref-PIB-croissance.pdf)
- [www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr)
- [www.afd.fr](http://www.afd.fr)
- [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)